

■ SAINT-ÉLOI-DE-FOURQUES

VIOLENCES. Les parents prêts à bloquer l'école

Des parents d'élèves veulent bloquer l'école de Saint-Eloi-de-Fourques le vendredi 12 mars pour réagir face aux troubles graves qui surviennent dans la classe de CP-CE1 depuis le début de l'année scolaire.

Un jour, c'est une compote qui atterrit sur l'enseignante, le dos tourné. Une autre fois, ce sont des insultes qui fusent ou des menaces, couteau en main à la cantine. Quand ce ne sont pas des coups échangés avec virulence entre enfants, âgés seulement de 6 ou 7 ans...

La classe de CP-CE1 de l'école de Saint-Eloi-de-Fourques est en proie à une agitation que personne n'aurait imaginée. « L'ampleur du phénomène surprend et on est tous désarmés », reconnaît le maire, Denis Szalkowski, marqué par certains épisodes. « Un enfant a été tapé à deux centimètres de son testicule droit, il avait un bleu énorme... Un autre a dit à son camarade qu'il allait tuer sa sœur ! »

Stress et cauchemars pour les enfants

Vendredi 26 février, des parents d'élèves se sont retrouvés dans la salle communale pour faire le point sur leur future action. Le vendredi 12 mars, c'est décidé, ils empêcheront l'accès à l'école. « Un tel blocage, c'est quelque chose de rare, mais on le fait pour les enfants et les familles », lance Natacha Vicomte. Représentante des parents d'élèves depuis cinq ans,

celle qui se décrit comme « une battante » veut faire bouger les lignes pour que la tranquillité revienne au sein de l'établissement scolaire. « Jeudi soir, on a été interpellés par la femme de ménage, la classe était une véritable porcherie, tout avait été renversé », raconte-t-elle.

Trois élèves semblent particulièrement incontrôlables et perturbent la scolarité des autres. Expérimentée après plus de dix ans passés dans l'Éducation nationale, l'enseignante arrivée en septembre 2020 n'avait jamais vécu une telle situation. Elle est aujourd'hui en burn-out.

Un jeune en service civique, venu pour apporter du soutien au mois de décembre, n'a pas tenu longtemps. Il est arrêté lui aussi. « On ne peut pas attendre que ça continue de se dégrader, il n'y a pas un jour où il n'y a pas de problèmes, poursuivent Natacha Vicomte et Sophie Lemeasle, une mère de famille. Les enfants ont un trimestre de retard, il faut qu'ils avancent. C'est dommage, car l'équipe pédagogique est vraiment super. »

Les élèves en viennent à former des petits groupes pour se protéger. Certains font même des cauchemars la nuit, ou perdent l'appétit. « Ils sont stressés, mon fils a perdu plus de 1 kg », confie Armandine Alliot.



Les parents se sont rassemblés vendredi 26 février en prévision du blocage de l'école prévu le 12 mars.

« Il faut plus de moyens »

Les violences surviennent aussi bien en classe qu'à la cantine, où les couteaux doivent être retirés. « Nous voulons le bien des enfants, nous ne sommes pas là pour réclamer des exclusions », répète Natacha Vicomte, sous le regard d'une maman dont le fils fait partie des élèves perturbateurs.

Elle aussi voudrait qu'une solution soit trouvée dans l'intérêt de tous. « Vous êtes extrêmement courageux de venir », l'a saluée Denis Szalkowski.

Les parents sont solidaires et demandent des réponses immédiates de l'Inspection académique. « Nous voulons des moyens supplémentaires », clame Natacha Vicomte, qui propose la création d'une classe dédoublée. Il y a deux ans, des problèmes étaient déjà survenus quand une institutrice s'était re-

trouvée KO après avoir reçu un coup de pied d'un élève adepte du taekwondo. « On nous avait promis un enseignant spécialisé, on ne l'a jamais eu », se rappelle-t-elle, déterminée à ne rien lâcher. La radio France Bleu a déjà médiatisé l'affaire, la chaîne de télévision France 3 le fera bientôt.

Si la journée d'action du 12 mars devant l'école de Saint-Eloi-de-Fourques ne suffit pas, la représentante des parents

d'élèves se dit prête à organiser un nouveau blocage, mais cette fois-ci de l'ensemble des établissements du regroupement scolaire formé avec les communes de Bosrobert et Saint-Paul-de-Fourques.

« Et on ira jusqu'à Evreux à l'Inspection académique s'il le faut, prévient-elle. On ne va pas attendre qu'il y ait un accident et une marche blanche pour agir. »

Anthony Bonnet

RÉACTION DE L'INSPECTION ACADÉMIQUE « On a tous à gagner à être dans l'apaisement »

Pour les services de l'Éducation nationale dans l'Eure, les problèmes rencontrés par l'école de Saint-Eloi-de-Fourques se concentrent autour d'un enfant de 6 ans. « La situation est connue, on sait qu'elle est difficile, et différentes mesures ont déjà été mises en place, explique l'Inspection. Il y a eu un accompagnement pédagogique pour adapter l'enseignement à cet enfant. Nous avons associé à cet accompagnement le personnel communal, qui intervient sur le temps du midi. Une réunion a été organisée avec la maman, très volontaire et participative, et des personnes du champ médico-social. Un enseignant, spécialisé dans les troubles du comportement, est intervenu, dans le cadre du réseau d'aides spécialisées aux enfants en difficulté (RASED). Et cette intervention est programmée jusqu'à la fin de l'année. »

La mère du garçon a aussi été soutenue dans la constitution d'un dossier auprès de la Maison départementale des personnes handicapées « pour qu'il y ait une reconnaissance du handicap de cet enfant ».

Diagnostic complémentaire

Au mois de février, une réunion de concertation a été organisée avec le maire de Saint-Eloi-de-Fourques. Il a été convenu de réaliser un diagnostic complémentaire grâce à l'apport d'une équipe extérieure aux profils professionnels variés. « C'est un petit garçon qui a besoin d'aide, font valoir les services de l'Éducation nationale, qui attendent beaucoup de ce diagnostic. Le but ne doit pas être de l'exclure, cela ne peut pas être la solution. Il y a toute la question du vivre-ensemble. Il faut faire en sorte qu'il puisse poursuivre sa scolarité, comme les autres enfants, dans de bonnes conditions, et pouvoir ainsi rassurer les parents. »

L'Inspection académique rappelle que, dans ce type de situation, les résultats ne peuvent pas être immédiats, « c'est un travail sur le long terme auprès de cet enfant ». « Il faut que tous les partenaires travaillent ensemble. On a tous à gagner à être dans l'apaisement. »

RÉACTION DU MAIRE

« La situation est hors de contrôle »

Le blocage de l'école prévu le 12 mars, Denis Szalkowski le soutient, car c'est la seule façon de faire avancer les choses, estime celui qui se voit comme « un médiateur ». « Les problèmes datent depuis la rentrée de septembre », explique le maire de Saint-Eloi-de-Fourques. Si des incidents étaient déjà survenus les années précédentes au sein du groupe scolaire, jamais ils n'avaient pris une telle ampleur. « C'est hors de contrôle, s'alarme-t-il. L'académie n'a qu'une vision partielle de la situation, tous les incidents n'ayant pas été retranscrits dans le registre par l'enseignante. Cela ne se limite pas à un enfant, mais en concerne plusieurs. Mais ce qui est surprenant, c'est que cela se passe en CP-CE1. » Comment l'expliquer ?

« Déculturation »

« Nos territoires sont très dynamiques en termes de population, mais nous accueillons des habitants qui arrivent avec leurs problèmes et des enfants en situation de déculturation, pense Denis Szalkowski. Nous avons besoin d'un diagnostic de territoire. » Il estime aussi que la prise en charge est insuffisante et trop tardive pour des enfants dont les comportements posaient déjà problème avant.

« Je suis totalement pour l'école inclusive, mais encore faut-il s'en donner les moyens ! Et les enseignants sont en situation d'échec, ce que je comprends, car ils ne sont pas formés pour ça. »

L' élu s'est rendu à la rencontre de Laurent Le Mercier, le directeur académique des services de l'éducation nationale (DASEN) dans l'Eure. Il lui a proposé de dédoubler la classe de CP-CE1. « C'est une demande faite par les enseignants en conseil d'école, précise-t-il. Nous avons les moyens de le faire. Mais est-ce que l'Inspection académique écoute ? Non, elle considère que les problèmes sont moindres chez nous qu'ailleurs. Et j'attends qu'elle fournisse des solutions, puisqu'on m'a dit que je n'étais pas compétent en la matière. Mais qui sera responsable si un drame survient ? »

Le maire de Saint-Eloi-de-Fourques craint des déscolarisations à la rentrée prochaine si les violences perdurent. Et s'inquiète pour l'image renvoyée auprès du public. « Un enfant a dit à son père : "Papa, je n'aime pas cette école". On ne peut pas l'accepter. Tout le monde doit se mobiliser ! »